

- ▼ Association des Marocains en France (AMF) (fonds d'archives)

- ▼ Administration et organisation
- ▼ Activités de l'AMF
- ▼ Relations avec les sections et le monde associatif
- ▼ Documentation
- ▼ Mélanges divers

## Association des Marocains en France (AMF) (fonds d'archives)

**Date :**

1950-2009]

**Description physique :****Nombre d'unités de niveau bas :** 273**Métrage linéaire :** 20.00 ml**Genre/Carac. phys. :** Document d'archives**Support :** tracts, affiches, diapositives, photographies, cassettes audio et vidéo, disquettes informatiques**Nature du contenu :** archives sonores ; archives audiovisuelles ; iconographie ; Recherche détaillée ; Archives associatives ou de collectifs**Langue :****Langue du texte :** français ; arabe**Biographie ou histoire :****Présentation du producteur**

L'Association des Marocains en France est l'une des plus anciennes organisations de l'immigration marocaine. Sa création intervient dès les années 1960, dans un contexte marqué par l'émergence d'un mouvement associatif lié au monde du travail et préoccupé par la situation socio-économique et politique dans les pays d'origine. L'AMF apparaît ainsi comme un mouvement d'opposition au roi du Maroc, un outil associatif au service de la communauté marocaine pour soutenir les luttes pour l'accès à la démocratie au Maroc et pour défendre les droits des travailleurs immigrés en France.

A l'initiative de Mehdi Ben Barka, figure du mouvement national marocain sous le protectorat et leader de l'opposition de la gauche marocaine d'opposition et tiers-mondiste au début du règne d'Hassan II, se constitue en France une organisation marocaine de masse. Enregistrée le 9 novembre 1960 par arrêté du ministère de l'Intérieur puis autorisée par la préfecture de police le 23 janvier 1961, l'AMF a pour but « de grouper les Marocains en France sur la base de leur communauté ethnique et linguistique, de renforcer leurs liens culturels et sociaux, de défendre leurs intérêts matériels et moraux et de sauvegarder l'amitié traditionnelle entre le peuple marocain et le peuple français ».

A ses débuts, l'AMF se compose en grande partie de travailleurs immigrés marocains avec qui elle entretient des rapports de soutien, notamment par la constitution d'un fond de solidarité et par l'aide au logement. Les populations immigrées, de plus en plus instruites, expriment en effet le besoin de prendre en charge elles-mêmes les problèmes inhérents à leur séjour en France.

Dans sa deuxième décennie d'existence, l'AMF se développe en constituant une dizaine de sections réparties sur tout le territoire français et entame un travail soutenu de sensibilisation des populations marocaines en France pour leurs droits, l'organisation de stages de formation et d'alphabétisation, etc. Alors que les Marocains adhèrent massivement aux organisations syndicales françaises, les revendications s'orientent davantage vers l'intégration et la citoyenneté française. Aussi l'AMF figure-t-elle parmi les fondateurs de la Maison des travailleurs immigrés (MTI) où s'organise, avec d'autres communautés maghrébines, africaines noires et portugaises, des festivals de culture populaire ; cinq ont pour thème l'immigration.

A partir de 1980, l'AMF prend une nouvelle dimension : elle participe à la fondation du Conseil des associations immigrées en France (CAIF), est à l'initiative de la création du Conseil européen des associations marocaines (CEDAM) et se compte parmi les organisateurs de l'association Mémoire fertile, chargée de préparer les États-généraux de l'immigration. Par ailleurs, elle entreprend de nouvelles actions sur des axes tels que la famille, l'enfance, la petite enfance, la langue et la culture d'origine, l'informatique, etc.

De nouvelles sections apparaissent tandis que les échanges extérieurs se créent ou s'approfondissent avec les associations françaises de solidarité (CLAP, FASTI, FCPE, FONDA, LDH, MRAP, UNAF...), les associations d'immigrés en France (CAIF, FAJ...) et, à l'échelle européenne, avec des associations arabes ou marocaines telles que le CEDAM, l'association des droits de l'homme dans le monde arabe...

Parallèlement, et ce à partir des années 1970, des débats internes surviennent sur les questions de la démocratie au Maroc, du Sahara et de l'indépendance de l'association. Plusieurs orientations politiques divisent les militants tandis que deux structures apparaissent, toujours sous le même sigle : l'AMF Bureau national et l'AMF Coordination des sections.

La crise interne à l'AMF aboutit à sa scission et donne naissance à l'Association des travailleurs marocains de France (ATMF) en janvier 1982.

Pour autant, la question identitaire de l'immigré marocain se poursuit sur les choix idéologiques de l'association entre : laïcité, intégrisme religieux, soumission à la volonté royale marocaine, citoyenneté française, sujet du roi...

**Histoire de la conservation :****Historique de la conservation**

Les archives de l'AMF ont fait l'objet d'un premier travail de classement par Sandra Barrot, lors de son mémoire de maîtrise portant sur l'histoire de l'AMF. En 2005, Virginie Beaujouan, chargée de mission à Génériques, assistée de Blandine Scherer, stagiaire, ont élaboré un premier instrument de recherche. Celui-ci a été mis à jour, complété et achevé en 2007 par Quentin Dupuis et Tatiana Sagatni, chargés de mission à Génériques.

**Présentation du contenu :****Présentation du contenu**

Les archives de l'Association des Marocains de France, première association maghrébine à Paris, reflètent la vie de l'association depuis ses origines tant du point de vue de son organisation que de son fonctionnement.

Le fonds comprend, dans une première partie, les archives produites par les trois organes qui composent la direction de l'AMF : le congrès, la commission administrative et le bureau directeur (1955-2004), sachant que les archives conservées pour la période 1960-1975 sont, généralement, assez rares.

Dans une seconde partie, le fonds se compose des archives relatives aux activités de l'AMF. Celles-ci témoignent de l'évolution de l'association et de sa maturité conquise progressivement en s'identifiant à la scène politique et sociale française ; les revendications des populations issues de l'immigration s'orientent notamment sur l'intégration, l'égalité, le logement, la solidarité avec le peuple marocain, la culture et l'éducation. Ainsi, l'AMF initie de nombreuses actions socio-culturelles, associe logement et intégration, débat sur le thème de l'interculturel et sur le rôle de l'école, instrument de développement social et humain, et de l'éducation, facteur d'intégration et d'insertion sociale. Des séminaires pédagogiques et de formation sont organisés pour valoriser les acquis. Enfin, l'AMF assure une permanence d'aide administrative et juridique.

Une autre partie du fonds est consacrée aux relations qu'entretient l'association avec ses sections mais aussi avec d'autres organismes. L'AMF essaie, en effet, d'organiser et de maintenir des relations durables avec les associations d'immigrés et de solidarité, les syndicats et les associations issues des pays du tiers-monde. Des relations existent également avec les syndicats marocains depuis le pays d'origine, essentiellement fondées sur la défense des droits de l'homme au Maroc.

**Conditions d'accès :****Modalités d'accès**

Sur autorisation, consulter Génériques.

**Sources complémentaires :****Sources complémentaires**

<http://www.generiques.org/activites-inventaires-sommaire.php>

- Fonds de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens (UTIT) puis de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FCTC).
- Fonds de l'Association des Tunisiens de France (ATF).
- Fonds de l'Association des Travailleurs maghrébins de France (anciennement Association des Marocains en France) (ATMF).
- Fonds de Farouk Belkeddar pour les archives relatives aux mouvements étudiants algériens et maghrébins (AEMNA, UGEM et UNEA) dans les années 1950-1970.
- Fonds Zniber.

ZNI 9, 24 et 26. Union nationale des étudiants marocains (sections Europe et France).

Service Archives nationales d'Outre-Mer (ex-CAOM)

FR ALG const 93/4511. Association des étudiants musulmans de Montpellier (1959) [et étudiants marocains].

Archives départementales des Hauts-de-Seine (92)

1304 W 62. Services préfectoraux, administration générale, police et réglementation. Direction de l'administration générale. Bureau des élections, associations, affaires militaires. - (...) Association des jeunes travailleurs marocains en France (AJTMF).

Archives départementales de l'Isère (38)

8087 W 5. Cabinet du préfet. - (...) Union générale des étudiants du Maroc (1961-1992).

Archives municipales de Gennevilliers (92)

WL1/13. Immigration : (...) Association des Marocains en France (...) (1961-1978).

Fonds conservés à l'Institut cgt d'histoire sociale (IHS CGT) (photothèque) (263 rue de Paris, 93 Montreuil)

Manifestants marocains, Paris, 1er mai 1970.

Pas de cote mentionnée dans la photothèque en ligne.

Pour de plus amples renseignements, notamment sur le Maghreb, se reporter au guide suivant : COLLARD (Claude)(dir.) Guide des sources pour l'histoire de l'immigration en France, de 1830 à nos jours. Paris, 2006, pp. 196-207.

*Sources intéressant plus particulièrement le Maroc*

Périodiques

*Revue arabe et marocaine*. Paris, 1975-1980.

*Anfasse* (=Souffles). Paris, 1972.

*Assifa* : soutien aux luttes des masses arabes. 1972-1973.

*Biomatec magazine*. Orsay, Laboratoire de structure et métabolismes des plantes, Université Paris XI, Association des biologistes marocaines en France, 1991-1992.

*Jossour* (= Passerelles). Puteaux, Association des Marocains en France, 1994-2000.

*Maghreb An-Nidal* (= Maroc en lutte). Guerville, François Descamp, 1975.

*Rivages*. *Le magazine des Marocains dans le monde*. Rabat, rivages, 1993- (en arabe et en français).

Autres

*Petit guide à l'usage des étudiants marocains en France*. Paris, l'accueil aux étudiants marocains, 1958, 59 p.

*Recueil. Documents d'information*. Union des étudiants du Maroc (France). 1969- (sur les travailleurs immigrés et les étudiants étrangers, contre le régime d'Hassan II, en français ou en arabe).

*Recueil. Tracts concernant le Maroc diffusés en France*. 1970- (tracts d'associations marocaines de France : politiques, syndicales, de travailleurs et d'étudiants).

## Bibliographie :

### Bibliographie

*Un siècle de migrations marocaines, Migrance*, n° 24 (2e trimestre 2005), Paris : Génériques [numéro coordonné par Mustapha Belbah].

EL MOUBARAKI (Mohammed). *Marocains du Nord, entre la mémoire et le projet*. Paris : CIEMI-L'Harmattan, 1989, 256 p.

MAAZOUZ (Mohammed). *Les Marocains en Île-de-France*. Paris : CIEMI-L'Harmattan, Paris, 1988, 164 p.

EL TĪJANI (Moussa). « L'immigration marocaine dans la Seine, causes et aspects socio-économiques » in *Les Cahiers nord-africains*, n° 100, janv.-fév. 1964.

DEVILLARS (Pierre). « L'immigration marocaine en France » in *Les Cahiers nord-africains*, n° 37, Paris, fév. 1954.

RAY (Joanny). *Les Marocains en France*. Paris : Librairie du Recueil Sirey, 1938.

MERIZAK (Mustapha). *Immigration, militantisme politique et mouvement associatif des Marocains en France : des origines aux évolutions*. Thèse de sociologie sous la direction de M. Aïssa KADRI, Université de Paris VIII – Vincennes, mars 2006.

BOURMMANI Mustapha. « L'expérience de l'Association des Marocains en France » in *Hommes et libertés*, juillet-août 2001, n° 115, pp. 56-57.

BARROT (Sandra). *L'Association des Marocains en France, une adaptation aux évolutions...* 1968/1998. Université Paris 1, UFR d'Histoire, sept. 1998.

LACHHAB (Mohamed). *Le mouvement associatif issu de l'immigration maghrébine en France*. Mémoire de DEA de sociologie sous la direction de M. Alain CAILLE, Université de Paris X – Nanterre, 1997-1998.

LACHHAB (Mohamed). *Le militantisme associatif issu de l'immigration maghrébine en France*. Mémoire de maîtrise de sociologie sous la direction de M. Alain CAILLE, Université de Paris X – Nanterre, 1996-1997.

## Autres données descriptives :

### Exploitation du document

Liste des sigles et acronymes

en interne :

AG : assemblée générale,

CA : conseil d'administration,

CAF : conseil d'administration fédéral,

CAN : commission d'administration nationale,

BN : bureau national

AEMNA : Association des étudiants musulmans nord-africains.

AGTA : Association générale des travailleurs algériens.

AMDH : Association marocaine des droits humains.

AMSC

AMF : Association des Marocains en France.

ATI : Association et centre social situé à Pais rue de Törçy (en 2004 du moins), ayant pour objet la transmission interculturelle et la promotion sociale dans les domaines éducatifs, artistiques, économiques et de la santé. [[ensmp.net/pdf/2004/atij](http://ensmp.net/pdf/2004/atij)]

CAIE : Conseil des associations d'immigrés en Europe.

CAIF : Coordination des associations d'immigrés de France.

CCFD : Comité catholique contre la faim et pour le développement.

CDT : (syndicat marocain) peut être la Confédération démocratique du travail fondée au Maroc dans les années 1970 ?

CIDRI

CIIC : Centre d'initiative et d'intérêt culturel.

CEDAM : Conseil européen des associations marocaines (CEDAM).

DADS : Déclaration annuelle des données sociales.

ECRI : Commission européenne contre le racisme et l'intolérance.

EGIQ : États généraux de l'immigration et des quartiers.

ENAR : [European Network Against Racism]

FAS : Fonds d'action sociale.

FIDDEM : Forum international Développement Démocratie.

FIDH : Fédération internationale des droits de l'Homme.

FNDVA : Fonds national pour le développement de la vie associative.

FONJEP : Fonds de coopération de la Jeunesse et l'Éducation Populaire.

FSGT : Fédération sportive et gymnique du travail.

GAAN : Groupe Appui Africain du Nord du Forum des migrants.

GAF : Groupe Appui France du Forum des migrant.

GARP : Groupement des Assedic de la région parisienne.

GISTI : Groupe d'information et soutien des travailleurs immigrés.

HLM : Habitation à Loyer Modéré.

IRCOMMEC : (Groupe Malakoff) Institution de Retraites Complémentaires pour les Ouvriers, Mensuels, Maîtrise, Cadres.

MAIF : Mutuelle assurance des instituteurs de France.

MTI : Maison des travailleurs immigrés.

PADS : Parti de l'Avant-Garde démocratique et socialiste (Maroc).

PAGS : Parti de l'Avant-Garde socialiste d'Algérie.

PCM : Parti Communiste Marocain.

SONACOTRA : Société nationale de construction de logements pour les travailleurs [devenu Adoma en 2007].

UNEM : Union nationale des étudiants du Maroc.

UNFP : Union nationale des forces populaires.

URSSAF : Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.

USFP : Union socialiste des forces populaires (Maroc).

**Organisme** : Siège de l'Association des Marocains en France (Saint-Denis, 93).

## Mots-clés

**Typologie** [archives sonores](#) [archives audiovisuelles](#) [iconographie](#) [Recherche détaillée](#) [Archives associatives ou de collectifs](#)

**Géolocalisation** [Maroc](#) [Saint-Denis \(Seine-Saint-Denis, France\)](#)

**Thème** [archive](#) [arabe](#) [français](#)

**Personne (physique ou morale)** [Association des Marocains en France \(AMF\) \(Saint-Denis, Seine-Saint-Denis, France\)](#)